

Ces principes étant importants, il faut que nous les intégrions à notre politique étrangère et que nous communiquions clairement aux Canadiens les principes ainsi que la politique qui les sous-tend. Je suis donc heureux de pouvoir aborder ici ce soir la question particulièrement complexe de nos relations avec la Chine.

De nombreux commentateurs ont réduit nos relations avec la Chine à un débat sur le lien entre le commerce et les droits de la personne. Or, la politique de notre gouvernement repose sur le principe que le commerce et la promotion des droits de la personne s'inscrivent dans un ensemble plus vaste d'objectifs, qui se renforcent mutuellement.

Dans nos relations avec la Chine, nous devons tenir compte de certaines réalités fondamentales. Un cinquième de l'humanité vit en Chine. Ce pays est l'une des cinq puissances nucléaires et l'un des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies. La Chine est maintenant la dixième puissance commerciale et affiche l'un des taux de croissance économique les plus élevés du monde.

Une deuxième série de réalités constituent les objectifs de base de notre nouveau gouvernement - créer des emplois et favoriser une croissance soutenue; promouvoir la paix et la sécurité internationales; accroître les occasions d'affaires pour nous aider à atteindre nos objectifs de croissance; et voir à ce que les valeurs canadiennes soient prises en compte dans les décisions des pouvoirs publics.

Notre politique à l'égard de la Chine se fonde sur ces réalités. Chacun des principes que j'ai énumérés s'applique à la Chine et forme le cadre de nos relations avec ce pays. Ce cadre repose sur quatre piliers : partenariat économique, développement durable, paix et sécurité, droits de la personne et primauté du droit.

Aucun ne sera sacrifié au profit d'un autre, et c'est bien ce que reflète notre approche à l'égard de la Chine. Ce genre de contacts méthodiques et diversifiés est plus susceptible d'amener la société chinoise à exiger davantage d'ouverture et de liberté.

Partenariat économique

J'ai constaté avec intérêt qu'un politicien canadien en vue a reconnu, la semaine dernière, l'importance du commerce avec la Chine. Il a déclaré que nous ne ferions pas progresser d'un pas la cause des droits de la personne en renonçant à des relations étroites dans le domaine du commerce, de la culture et de l'éducation. Pour une fois, je suis tout à fait d'accord avec le premier ministre de l'Ontario, M. Bob Rae!